



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Conseil de sécurité

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

New York, le 30 avril 2025

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl
Représentante permanente de la Suisse

Merci, Monsieur le Président.

Et je remercie la France pour la tenue de ce débat car un engagement collectif est urgent pour faire respecter les règles et principes fondamentaux du droit international, mettre en œuvre la Charte et consolider l'action des institutions multilatérales afin de rétablir la paix et la stabilité dans la région.

L'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats sont régulièrement violées, au mépris de la Charte et des résolutions adoptées par ce Conseil. Nous appelons à respecter ces textes fondamentaux, notamment pour prévenir de nouvelles escalades de tension.

En Syrie, au Liban ou encore au Yémen comme dans le Territoire palestinien occupé, la Suisse soutient l'action de l'ONU, y compris ses agences humanitaires et opérations de maintien de la paix. Ces instruments ont été établis pour faire prévaloir le droit sur la force, la justice sur l'impunité, la paix sur la guerre.

Les conséquences régionales et humaines du conflit israélo-palestinien n'ont cessé de s'aggraver depuis les actes de terreur du 7 octobre que nous avons fermement condamnés.

La Suisse se joint aux multiples voix qui déplorent la rupture de l'accord de cessez-le-feu à Gaza. Nous appelons les parties à retourner immédiatement au cessez-le-feu. Un tel accord doit permettre la protection des civils, la libération de tous les otages, un accès humanitaire rapide, sûr et sans entrave ainsi que la conclusion d'un cessez-le-feu permanent aboutissant à une paix durable.

La situation humanitaire actuelle dans la bande de Gaza est catastrophique. OCHA la qualifie de « pire crise humanitaire » depuis le début des hostilités il y a 18 mois.

Le blocage de l'aide humanitaire destinée à la bande de Gaza et les attaques contre les convois, infrastructures, ainsi que contre les travailleuses et travailleurs humanitaires, sont inadmissibles. La Suisse rappelle que subvenir aux besoins de la population, assurer sa protection, ainsi que celle des travailleurs et travailleuses humanitaires, sont des obligations de droit international humanitaire.

La résolution 2730, adoptée par ce Conseil à l'initiative de mon pays en mai 2024, condamne fermement – je cite – « les refus illicites d'accès humanitaire » et les entraves à « l'acheminement des secours destinés à lutter contre l'insécurité alimentaire provoquée par les conflits ». Toutefois, le Programme alimentaire mondial a alerté le 25 avril que les réserves alimentaires y étaient désormais entièrement épuisées. La Suisse rappelle que l'utilisation de la famine comme méthode de guerre est un crime de guerre en vertu du Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

Nous condamnons toutes les violations du droit international, y compris du droit international humanitaire et des droits de l'homme commises par toutes les parties au conflit. Des enquêtes indépendantes doivent être menées et les auteurs de ces violations traduits en justice.

Monsieur le Président,

La Suisse salue l'action de la France durant sa présidence du Conseil de sécurité pour revitaliser l'engagement politique collectif en faveur de la protection des civils et du respect du droit international humanitaire. La tenue hier d'un événement organisé par votre délégation en soutien à l'initiative globale du CICR a lancé en ce sens un signal important.

Car il faut préserver l'humanité dans la guerre. Revenir au droit. Et lever un à un tous les obstacles à la paix.

En Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, cela comprend l'arrêt de l'occupation illicite et des colonies israéliennes, qui sont illégales au regard du droit international, comme le rappellent la résolution 2334 de ce Conseil et l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice de juillet 2024, que la Suisse soutient. L'expansion des colonies, accompagnée des violences de colons perpétrées en quasi-impunité, doit donc immédiatement cesser.

La solution à deux Etats démocratiques, Israël et la Palestine, vivant côte-à-côte, en paix, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, est le seul fondement possible pour la paix entre Israéliens et Palestiniens. Elle est une étape cruciale pour la paix dans la région tout entière.

C'est pourquoi la Suisse s'engagera dans la conférence internationale qui sera organisée par la France et l'Arabie saoudite en juin prochain sous l'égide des Nations unies à New York.

Je vous remercie.

UNOFFICIAL TRANSLATION

Thank you, Mr President.

And I would like to thank France for organising this debate, as a collective action is urgently needed to ensure respect for the fundamental rules and principles of international law, implement the Charter and consolidate the action of multilateral institutions in order to restore peace and stability in the region.

The independence, sovereignty and territorial integrity of States are regularly violated, in defiance of the Charter and the resolutions adopted by this Council. We call for these fundamental texts to be respected, in particular to prevent further escalation of tensions.

In Syria, Lebanon, Yemen and the Occupied Palestinian Territory, Switzerland supports the work of the UN, including its humanitarian agencies and peacekeeping operations. These instruments were established to ensure that law prevails over force, justice over impunity, and peace over war.

The regional and human consequences of the Israeli-Palestinian conflict have continued to worsen since the acts of terror on 7 October, which we strongly condemned.

Switzerland joins the many voices deplored the breakdown of the ceasefire agreement in Gaza. We call on the parties to immediately return to the ceasefire. Such an agreement must allow for the protection of civilians, the release of all hostages, rapid, safe and unimpeded humanitarian access, and the conclusion of a permanent ceasefire leading to lasting peace.

The current humanitarian situation in the Gaza Strip is catastrophic. OCHA describes it as the "worst humanitarian crisis" since the start of hostilities 18 months ago.

The blocking of humanitarian aid to the Gaza Strip and the attacks on convoys, infrastructure and humanitarian workers are unacceptable. Switzerland recalls that meeting the needs of the population and ensuring its protection, as well as that of humanitarian workers, are obligations under international humanitarian law.

Resolution 2730, adopted by this Council at my country's initiative in May 2024, strongly condemns – and I quote – “the unlawful denial of humanitarian access” and the obstruction of “the delivery of relief supplies to address conflict-induced food insecurity”. However, on 25 April, the World Food Programme warned that food reserves there were now completely exhausted. Switzerland recalls that the use of famine as a method of warfare is a war crime under the Rome Statute of the International Criminal Court.

We condemn all violations of international law, including international humanitarian law and human rights law, committed by all parties to the conflict. Independent investigations must be conducted, and the perpetrators of these violations brought to justice.

Mr President,

Switzerland welcomes France's efforts during its presidency of the Security Council to revitalise collective political commitment to the protection of civilians and respect for international humanitarian law. Yesterday's event organised by your delegation in support of the ICRC's global initiative sent an important signal in this regard.

For humanity must be preserved in war. We must return to the rule of law. And remove all obstacles to peace, one by one.

In the West Bank, including East Jerusalem, this includes ending the illegal occupation and Israeli settlements, which are illegal under international law, as recalled in this Council's resolution 2334 and the advisory opinion of the International Court of Justice of July 2024, which Switzerland supports. The expansion of settlements, accompanied by settler violence perpetrated with quasi-impunity, must therefore cease immediately.

The solution of two democratic States, Israel and Palestine, living side by side in peace within secure and recognised borders, is the only possible basis for peace between Israelis and Palestinians. It is a crucial step towards peace in the entire region.

That is why Switzerland will participate in the international conference to be organised by France and Saudi Arabia next June under the auspices of the United Nations in New York.

Thank you.